



l'étincelle



Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Après la grève du 19 janvier : on ira jusqu'au retrait !

23 janvier 2023

La journée de grève et de mobilisation du 19 janvier a été un succès : les organisations syndicales ont compté plus de deux millions de manifestants et manifestantes, et même la police a reconnu que plus d'un million de personnes ont défilé. C'est plus que le 5 décembre 2019, au début du précédent mouvement pour les retraites.

La grève a été suivie dans des secteurs très divers du monde du travail : à plus de 50 % chez EDF, 66 % chez Enedis, 40 % chez Engie et GRDF, 70 à 100 % dans les raffineries de Total, près de 50 % à la SNCF dont plus de 75 % chez les conducteurs et conductrices, près de 70 % dans l'Éducation... Elle a aussi été suivie dans des usines de l'automobile et de la métallurgie, dans l'agro-alimentaire, à La Poste ou encore dans la presse ! Après ce succès, alors même que la journée avait été appelée tardivement par les organisations syndicales, celles-ci ont annoncé une prochaine journée de grève nationale non pas dès la semaine suivante, mais seulement le 31 janvier.

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !

Sans surprise, le gouvernement prétend toujours qu'il ira jusqu'au bout, car cette réforme serait « juste » et « nécessaire »... Que de mensonges ! Il n'y a rien de juste à exiger plus de temps de cotisation de la part des travailleurs et des travailleuses, alors que les capitalistes se gavent sur leur dos et que les riches sont toujours de plus en plus riches. Il n'y a aucune nécessité à nous faire trimmer plus longtemps, alors que beaucoup n'arrivent déjà pas à faire des carrières complètes à cause des périodes de chômage ou de la durée des études qui s'allonge.

De l'argent pour financer les retraites, on peut en trouver. Si les femmes gagnaient, et donc cotisaient, autant que les hommes, cela apporterait 5,5 milliards d'euros supplémentaires aux caisses de retraite. Et que se passerait-il si les salaires augmentaient vraiment, pour suivre l'inflation ? Là encore, les milliards tomberaient. Si nous reprenions au patronat ce qu'il nous vole, nous pourrions assurer l'avenir du système de retraites actuel... Et même revenir à un âge de départ à 60 ans, avec 37,5 annuités de cotisation, voire moins pour les métiers les plus pénibles et éreintants.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

L'argent des retraites, c'est celui des cotisations des salariés. Ce n'est pas au patronat et aux gouvernements de décider de ce que l'on en fait : c'est à nous seuls, nous qui faisons tourner la société au quotidien.

Dans une économie qui produit toujours plus, il devrait être normal que ceux et celles qui créent les richesses par leur travail profitent de plus de temps de repos...

C'est aussi une mesure logique : comment dire aux jeunes de cotiser plus longtemps, si les boulots sont encore occupés par les plus âgés ? Ou comment dire aux plus âgés de rester au boulot plus tard, si leurs patrons embauchent des jeunes ? Si on travaillait moins, on pourrait travailler tous, et mieux ! embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, faut que ça pète, ça ne peut plus durer !

Tous et toutes ensemble : grève générale !

Cette réforme est une étape de plus dans l'offensive contre les droits des travailleurs et travailleuses, pour le seul profit des capitalistes. À qui doivent profiter les richesses ? À la minorité qui tient l'économie ou à la majorité qui fait tout fonctionner ?

Sans nous, rien n'est possible. C'est ce que nous montrons quand nous sommes en grève. Il faudra donc l'être plusieurs jours de suite. Des syndicats, comme dans l'Éducation, appellent à démarrer une grève reconductible le 31 janvier. Dans les raffineries et l'énergie, ce sera à partir du 6 février.

À nous de décider de nos rythmes et de nos moyens d'action : partout, nous devons réunir des assemblées générales, dans nos lieux de travail, ainsi qu'à l'échelle des villes ou des départements, de manière interprofessionnelle. Ces AG nous permettront de nous organiser ensemble pour étendre la grève reconductible, faire grossir les rangs des manifestations, mener des actions et bloquer le pays... jusqu'à ce que le gouvernement n'ait d'autre choix que de céder !



Retraites : se battre contre la politique du gouvernement

Le gouvernement entend faire reculer de deux ans l'âge de départ à la retraite y compris pour les soignants. Pourtant, on n'a qu'une vie. On souhaite profiter d'une retraite bien méritée. Bien méritée : l'espérance de vie d'une infirmière est de 78 ans, soit 7 années de moins qu'une femme moyenne en France (85 ans).

Quant à la santé elle-même, 20 % des infirmières retraitées souffrent d'invalidité et 30 % des aides soignantes aussi !

C'est l'hôpital qui se fout de la charité ?

Quand Emmanuel Macron se pose en sauveur de l'hôpital public et de la santé, Brigitte Macron fait la quête du 11 janvier au 04 février. Présidente de la Fondation des hôpitaux, elle supervise les tirelires en carton qui vont servir à récolter des pièces jaunes pour financer des projets hospitaliers, prenant le relais de Bernadette Chirac. A l'hôpital, la charité au 21 siècle.... On connaissait la maxime « l'hôpital qui se fout de la charité », mais là c'est plutôt Emmanuel et Brigitte Macron qui se foutent de l'hôpital !

Des cadres de santé en révolte ...

A l'hôpital de Rennes, grève inédite : celle des 160 cadres de santé, payées au forfait. La direction voulait imposer un projet de réorganisation des permanences « H 24 ». Les cadres devraient être présentes de 6h30 à 20h30... La direction, quelque soit notre métier, veut nous presser comme des citrons. Elle est tombée sur un pépin.

Tous à la même enseigne ?

Des journaux ont rapporté que la Maman d'Eric Ciotti, député et partisan de la réforme des retraites, était hospitalisée, dans un hôpital public, depuis 18 ans, dans un service de soins réservé aux soins de courte durée...

Et le tout sans que Ciotti ne débourse un euro !

Les plus riches ... encore plus riches !

Le rapport d'Oxfam 2023 sorti la semaine dernière explique que durant les deux dernières années, avec les injections massives d'argent public lors de la crise du Covid, les 1 % les plus riches ont capté deux tiers des richesses créées dans le monde. En fin de compte, ces ultra-riches se partagent plus de 45 % des richesses mondiales, quand les 50 % les plus pauvres n'en reçoivent que 0,75 %.

Rien qu'en 2022, en Australie, aux États-Unis et en Europe, l'inflation qui ronge le pouvoir d'achat de la population a permis aux ultra-riches de se verser près de 257 milliards de dollars de dividendes.

Olivier Dussopt rhabillé pour l'hiver !

Le ministre du Travail voulait expliquer aux travailleurs sur le plateau de BFM TV que, s'ils étaient contre la réforme, c'est qu'ils n'avaient rien compris... et s'est fait remettre à sa place !

Auxiliaires de vie, raffineurs, éboueurs, cheminots, profs, infirmiers, étudiants, ont aligné les raisons de la colère : pénibilité, collègues décédés ou cassés avant la retraite, chômage, profits mirobolants, etc. Ils ont indiqué aussi la seule issue de secours : la grève ! Un infirmier mobilisé a bien résumé tout ça en disant : « *On n'attend plus rien de ce gouvernement !* ».

De l'argent il y en a en pagaille ... pour l'armée

Macron a présenté sur la base aérienne de Mont-de-Marsan (Landes) les grands axes de la future loi de programmation militaire 2024-2030. Il a notamment promis une enveloppe de 400 milliards d'euros pour l'armée française sur la période 2024-2030 ainsi qu'une forte hausse du budget du renseignement militaire. Compte-tenu des recettes extra-budgétaires, ce budget s'élèvera au final à 413 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation d'un tiers sur la précédente loi de programmation militaire. Bref, le quoiqu'il en coûte s'applique toujours, pas aux hôpitaux, à l'enseignement ou aux retraites, mais à la grande muette qui, selon lui « *sert notre liberté, notre sécurité, notre prospérité et notre place dans le monde* ». Il aurait dû ajouter « et les marchands de canons ».